

Seul le discours prononcé
fait fait.



Assemblée Générale 2002

Exposé de Günther Gose

Chief Financial Officer et membre du Group Executive Committee

16 mai 2002

Mesdames, Messieurs,
chers actionnaires,

L'exercice 2001 est fort décevant. C'est en effet pour la première fois dans son histoire que la Zurich accuse une perte. Elle est de l'ordre de 387 millions de dollars, ce qui représente 653 millions de francs suisses. Alors que l'année précédente s'était encore soldée par un bénéfice de 2,3 milliards de dollars, notre résultat, traduit en normes IAS, a enregistré une diminution de quelque 2,7 milliards de dollars après impôts. Quant au bénéfice normalisé, qui lisse les fluctuations annuelles des plus-values réalisées, il est tombé de 2,1 milliards de dollars à 348 millions de dollars seulement.

Le conseil d'administration propose néanmoins la distribution d'un dividende. Toutefois, au vu de la marche des affaires, il doit être ramené à 8 francs suisses l'action.

Le recul du bénéfice est essentiellement dû à trois facteurs.

1. Les attentats terroristes du 11 septembre ont entraîné des pertes dans le compte de résultats d'un montant de 706 millions de dollars après impôts, dont 424 millions incombant à la réassurance, 222 millions au secteur non-vie et 60 millions à Centre.
2. La faiblesse des marchés financiers a constitué le deuxième facteur, réduisant en 2001 notre bénéfice d'un milliard de dollars après impôts, réparti en quelque 500 millions de dollars de corrections de valeur sur placements financiers, un niveau plus faible de 200 millions de dollars

de plus-values réalisées ainsi que, dans les affaires vie et la gestion de patrimoine, une baisse des résultats d'une ampleur avoisinant les 250 millions de dollars.

3. Enfin, le troisième facteur, qui nous a également coûté un milliard, a été un résultat technique moins favorable dans l'assurance non-vie et la réassurance, attribuable à la détérioration inattendue de l'évolution des sinistres sur des polices souscrites avant 2001.

L'ensemble des trois facteurs a entraîné un recul du bénéfice selon les normes IAS de 2,7 milliards de dollars après impôts. Les événements du 11 septembre, conjugués avec le fléchissement du résultat technique de l'ordre d'un milliard, expliquent le repli du bénéfice normalisé de 1,7 milliards de dollars.

La répartition du bénéfice selon les normes IAS en fonction des secteurs d'activité montre que le recul est essentiellement dû aux secteurs non-vie et réassurance puis, dans une moindre mesure, à celui de la vie ainsi qu'au domaine Corporate. Dans ce dernier sont récapitulées les charges dévolues à plusieurs secteurs d'activité et qui, partant, ne peuvent pas être affectées directement aux divers segments. Font partie de ce poste, par exemple, les frais inhérents au siège central, mais également les frais de financement du groupe ainsi que ceux destinés à l'unification de nos actions en l'an 2000.

Dans le secteur non-vie, les primes nettes acquises se sont accrues de 20% en monnaies locales, les primes brutes de 25%. Si toutes les régions y ont contribué, c'est surtout le secteur commercial aux États-Unis et la Grande-Bretagne qui ont connu une croissance élevée avec respectivement 35% et 26%. La progression des primes est due dans une large mesure au fait qu'il nous a été possible, dans un environnement de marché plus propice grâce à un affaiblissement de la pression concurrentielle, d'augmenter les primes par risque et d'améliorer en conséquence la profitabilité des affaires.

Cette croissance réjouissante du chiffre d'affaires, qui aura une incidence positive sur les résultats futurs, est malheureusement hypothéquée durant l'année sous revue par une dégradation décevante et inattendue du résultat technique, à savoir de 1,2 milliard de dollars, ce qui a conduit à une hausse du ratio combiné de 6,8 points, de 104,2% en 2000 à 111%. Le ratio combiné mesure nos sinistres et coûts en pour-cent des primes nettes. En clair, une valeur de 111% signifie que nous avons eu, en termes de sinistres et de coûts, des charges supérieures de 11% en regard des primes acquises.

L'augmentation du ratio combiné de 6,8 points est imputable pour moins d'un tiers, en l'occurrence 1,7 point, aux attentats du 11 septembre. Les 5,1 points restants sont dus à la hausse inattendue des sinistres qui se sont produits entre les années 1995 et 1998 aux États-Unis, dans le domaine Global

Energy, aux pertes dans le secteur commercial en Europe continentale ainsi qu'au gain de covariance comptabilisé à raison de 350 millions de dollars, lequel ne s'est naturellement plus répété durant l'année écoulée. La détérioration de 1,2 milliards de dollars du résultat technique ainsi que la baisse du produit des placements ont entraîné une réduction dramatique du bénéfice selon les normes IAS dans le secteur non-vie de 1,4 milliard de dollars à 102 millions de dollars.

Dans l'assurance-vie, les primes brutes et les dépôts à caractère de placement ont atteint 17,9 milliards de dollars, soit une hausse satisfaisante de 13%. Le bénéfice selon les normes IAS a notablement régressé en raison de la faiblesse des marchés financiers, qui a réduit le niveau des plus-values et le rendement des placements de capitaux. Les marges sur affaires nouvelles ont perdu 2,2 points pour s'établir à 4,1%, en raison principalement d'une augmentation du capital alloué à des produits qui, entre-temps, ne sont plus vendus aux États-Unis.

Farmers Management Services a de nouveau connu une année réjouissante: les commissions de gestion se sont accrues de 6,1%, alors que le bénéfice selon les normes IAS hors résultat des placements a grimpé quant à lui de 8,7%, à 474 millions de dollars. Le produit des placements en 2001 était cependant nettement plus bas. Il faut voir à l'origine de ce recul la diminution des placements de capitaux par suite de la distribution – à l'occasion de l'unification des actions en l'an 2000 – d'un dividende spécial d'un montant de 1,1 milliard de dollars ainsi que des corrections de valeur sur placement. Le bénéfice selon les normes IAS, y compris le produit des placements, a ainsi baissé de 10%.

Les sociétés de «Farmers P&C Group», qu'on appelle les «Exchanges», dont le résultat n'est pas consolidé par la Zurich, ont une année difficile derrière elles. Si les primes brutes ont grimpé de 8,2% à 12,8 milliards de dollars, la détérioration du ratio combiné à 109% a généré une perte de 787 millions de dollars. Ce ratio combiné de 109% reste néanmoins meilleur que la moyenne du secteur des particuliers aux États-Unis.

En 2001, des démarches pour améliorer la performance des Farmers Exchanges ont été entreprises, en procédant tout particulièrement à une substantielle hausse des prix dans tous les domaines. L'an 2002 devrait apporter un résultat légèrement positif.

Nos affaires de réassurance ont été marquées par le 11 septembre et l'entrée en bourse réussie de Converium. Afin de rendre plus transparente la profitabilité de la division, nous faisons figurer sur l'écran le segment en trois colonnes :

- La première colonne montre le résultat de Converium jusqu'au 11 décembre 2001, jour de l'entrée en bourse. Ce sont d'ailleurs pour l'essentiel les chiffres publiés par Converium. Nous avons convenu avec cette dernière que les pertes dues au 11 septembre se montant jusqu'à concurrence de 289 millions de dollars seraient à sa charge, alors que les pertes excédant cette limite seraient imputées à la Zurich.
- La deuxième colonne illustre les opérations liées à Converium se répercutant sur notre compte de pertes et profits, mais qui ne sont pas directement imputées à Converium. S'inscrivent principalement dans ce résultat des charges de sinistres de 171 millions de dollars qui correspondent au dépassement de la limite supérieure de 289 millions de dollars convenue avec Converium, ainsi que le bénéfice de la vente de Converium s'élevant à 298 millions de dollars. Ainsi, les événements du 11 septembre ont affecté notre résultat en réassurance de 460 millions de dollars avant impôts, dont 289 millions de dollars ont été directement imputés à Converium (1^{re} colonne), alors que la somme restante de 171 millions de dollars est à la charge de la Zurich (2^e colonne).
- Enfin, la troisième colonne fait apparaître une perte de 106 millions de dollars après impôts en raison d'une augmentation de la réserve pour les dommages liés à l'amiante issus de nos affaires de réassurance qui ne sont plus actives.

Les dépenses imputées à plusieurs secteurs d'activité, et qui ne peuvent donc être affectées directement aux divers segments, sont récapitulées, avons-nous dit, sous Corporate. Dans ce domaine, nous avons réduit les coûts de 314 millions de dollars pour atteindre 351 millions, grâce notamment à la diminution de 140 millions de dollars des frais inhérents au siège central et aux coûts exceptionnels liés à l'unification des actions occasionnés en l'an 2000. Ces améliorations ont cependant été largement neutralisées par d'importantes corrections de valeur sur placements et une hausse des intérêts payés, si bien que le résultat du domaine Corporate s'est détérioré de 225 millions de dollars, entraînant une perte de 1,3 milliard de dollars.

La Zurich affiche à la fin 2001 un capital propre de près de 18 milliards de dollars. La baisse de quelque 3 milliards de dollars ou 14% est essentiellement due au recul des plus-values latentes de 2,5 milliards de dollars par suite de la faiblesse des marchés financiers, ainsi qu'aux pertes de 800 millions de dollars liées aux écarts de conversion. L'appréciation du dollar par rapport aux monnaies européennes a en effet eu une incidence négative sur nos actifs nets européens exprimés en dollars.

À cet égard, une analyse publiée par le quotidien alémanique «NZZ» portant sur les fonds propres des assureurs suisses semble être d'un intérêt tout particulier. En effet, toutes les compagnies mentionnées ont subi au cours de l'année précédente un sévère recul de leur capital propre, étant toutefois précisé que la marge du recul oscille entre les 14% de la Zurich et 41%. Or, il est frappant à ce titre de constater que les compagnies ayant enregistré une perte en 2001 sont celles dont les capitaux propres ont le moins régressé, ce qui a donné à penser aux journalistes que les sociétés adossées à de solides fonds propres auraient davantage été enclines à dire la vérité à leurs actionnaires.

Effectivement, notre capital propre a perdu du terrain durant la période sous revue mais, dans le même temps, nous avons pu diminuer le taux d'endettement, c'est-à-dire la dette prioritaire et subordonnée en pourcentage des capitaux permanents, de 1 point à 14%. Un milliard de dollars issus des recettes de l'entrée en bourse de Converium et d'autres ventes ont permis de réduire la dette prioritaire et subordonnée. En raison notamment de la forte hausse du volume d'affaires enregistrée au cours de l'année écoulée, le montant actuel de nos fonds propres limite notre capacité de croissance. Comme vous avez pu l'entendre de la bouche de notre président, nous examinons pour l'heure une série de solutions consistant à mettre en adéquation avec les fonds propres visés la croissance escomptée de nos affaires en l'an 2002.

Je vous remercie de votre attention.